

# LA PREUVE PAR TROIS

## entretien avec Ghassan Salamé\*

**Nouvelles du Liban:** *Dans ce répit de paix qui nous est accordé, avons-nous le temps de réfléchir sur les causes de notre guerre ?*

**Ghassan Salamé:** Il y a toujours eu des armes aux mains des Libanais, il y a toujours eu un substrat de guerre civile potentielle, très enraciné dans la société et qui, à certains moments de l'histoire libanaise, comme en 1958 ou en 1975, a ressurgi. D'où vient ce substrat ? Il est la conséquence du fait qu'il s'agit de minorités, pour certaines compactes, très intimement liées à des territoires qu'elles ont défendus à travers les âges les armes à la main. Quand le Grand-Liban a été créé, ces territoires sont restés dans la mentalité populaire tout comme le fait qu'ils devront à terme être défendus les armes à la main. La géographie et sa défense par les armes sont très importantes dans l'identité politique de beaucoup de Libanais, d'où cette espèce de disponibilité à la reprise de la guerre civile à chaque tournant important de leur histoire. Seulement, ce substrat n'a jamais été en lui-même suffisant pour le déclenchement parce qu'à divers moments de leur histoire, il y avait une force extérieure qui les empêchait d'aller si loin, que ce soit les Ottomans, le Mandat français et

peut-être dans une certaine mesure la Syrie. Mais aussi parce que, depuis le Grand-Liban de 1920, de larges secteurs de la population ont commencé à trouver un intérêt à la paix civile; une société civile moderne (déterritorialisée par rapport à l'obsession citée plus haut) s'est alors constituée qui pensait qu'elle pouvait défendre ses acquis de nature sectorielle, et non plus territoriale, par et à travers l'Etat. Cette société civile a tenté de résister à la guerre, même si on n'en a pas beaucoup parlé.

### La collusion

Et puis il faut ajouter un autre facteur, qui m'a toujours paru essentiel, et qui est celui des interférences extérieures. D'où vient cette perméabilité aux interférences extérieures ? De cette collusion extrêmement dangereuse entre les secteurs les plus importants de la tradition et de la modernité, entre les confessions très territoriales du passé et la bourgeoisie montante. En dépit des raisons substantielles que ces deux parties ont de se combattre, elles se sont quand même entendues sur un point précis qui est le moindre Etat: les vieilles confessions armées (ou potentiellement armées) ne voulaient pas d'Etat pour conserver leur terrain de

manoeuvre et leur zone d'influence; mais la bourgeoisie libérale aussi ne voulait pas d'Etat pour continuer à piller le pays sans payer son obole à l'ordre public. Il y avait un intérêt conjugué à ne pas avoir de gouvernement réel, d'armée réelle... et cette collusion secrète (qui s'exprimait au grand jour lors de la constitution des listes électorales où les chefs traditionnels accueillait sur leurs listes les bourgeois de la ville qui les finançaient) induisait un Etat faible et donc perméable aux interférences externes.

En conclusion, les facteurs d'origine idéologique (intellectuels, arabisme, appui à telle ou telle thèse...) n'ont joué qu'un rôle marginal et prétextuel dans le déclenchement de la guerre, alors que la conjonction des trois facteurs sociaux dans le sens que je leur ai donné (collusion secrète entre la tradition et la modernité, faiblesse de l'Etat, et son incapacité à réaliser l'ouverture territoriale) me semble être déterminante.

### Exogène

**N.L:** *Arrêtons-nous à Taëf. Je voudrais que vous commentiez les qualificatifs suivants: processus exogène, nouvelle charte nationale, compromis historique entre l'avant-guerre et la*

guerre, cliché instantané de la réalité... et qu'à partir de là, vous commentiez son mode d'utilisation car il me semble que ses adversaires n'ont pas perçu combien il reflétait une réalité et ses partisans n'ont pas saisi pourquoi il ne pouvait devenir un drapeau.

GS: J'aime bien le premier terme: oui, c'est un processus exogène mais qu'est-ce que cela veut dire ? Les facteurs pacifiants endogènes ont toujours été plus faibles que les facteurs et les acteurs belligérants, et par conséquent les 15 années de guerre n'ont pas fait émerger une seule solution pacifique vraiment endogène. Et même s'il y avait de tels projets, à aucun moment ils n'ont pu s'imposer... J'en conclus tout de suite que Taëf a une très grande qualité, celle d'avoir été fait. La preuve du pudding est en le mangeant, et Taëf a été exécuté contrairement à tant d'autres projets endogènes. Cela signifie quelque chose de plus délicat: il faut déterminer avec précision quels facteurs exogènes ont lancé Taëf. Ce sont les facteurs exogènes non-belligérants (c-à-d des acteurs qui, contrairement aux Palestiniens, Israéliens, Syriens et peut-être Américains, sont peu - certains l'ont été marginalement - ou prou impliqués dans la guerre libanaise. C'est donc un processus exogène mais lancé par des facteurs extérieurs non-directement impliqués dans la poursuite de la guerre.

Troisièmement, et peut-être le

plus important, les tentatives pour transposer Taëf, pour l'enraciner, continuent. Elles ont été réalisées sur le plan institutionnel et vont l'être encore plus. Même si effectivement, il n'y a pas de "parti de Taëf". Parce que la grande force de Taëf est qu'il a été présenté par des forces exogènes pacifiques. Mais c'est aussi sa grande faiblesse: ces forces étant pacifiques, il pouvait leur échapper, et effectivement dans une grande mesure, il leur a échappé et est de plus en plus manipulé par d'autres forces, notamment par les Syriens. Est-ce que cette déviation dans l'identité détruit l'ensemble du processus ? Je ne le pense pas. Même si Taëf n'est plus actionné par ceux qui l'ont créé - le comité arabe tripartite - il conserve l'avantage d'avoir créé des règles et des références pour le comportement de ceux qui l'actionnent, quels qu'ils soient.

### Code

Nous sommes donc dans un processus ambigu où l'on ne peut pas dire que Taëf dans l'esprit de 1989 soit identique à celui d'aujourd'hui, mais où l'on ne peut pas dire aussi que ceux qui en ont la charge, malgré leurs tentatives, peuvent totalement l'ignorer. En pratique, cela veut dire que Taëf, qui avait la potentialité de devenir une nouvelle charte nationale, est devenu un code de la route, notamment syrien, mais un code de la route quand même. Si Taëf n'a pas réussi à créer une nouvelle charte nationale, il a quand même l'avantage d'avoir

réussi à établir un code, ce que nul n'avait réussi à faire depuis 1975.

Reste une dernière question: est-ce un code pour arrêter la guerre ou pour construire la paix ? Dans le préambule du texte, on a l'impression qu'il s'agit d'une nouvelle charte nationale appelée à être définitive, mais il faut se rendre à l'évidence de la réalité. Le texte - et je ne parle pas ici du processus- avait aussi un grand avantage et un grand inconvénient. Le premier est qu'il s'agissait d'un texte déjà acceptable par un grand nombre de belligérants, ce qui est énorme; de plus, il était acceptable et accepté, avec certains amendements, par une légalité non-belligère mais jusque-là inopérante qui est le parlement libanais. Voilà pour sa grande qualité: il était acceptable. Mais il avait aussi le grand défaut de photographier la position des uns et des autres, et d'en faire une synthèse immédiate très peu tournée vers l'avenir. C'est pourquoi il me semble, plus que jamais, que Taëf est un mode de sortie de la guerre et non un mode de construction de la paix. Cette dernière doit être faite par d'autres acteurs, par d'autres textes, et dans le cadre d'un autre processus qui prendrait en considération Taëf en tant que code et non en tant qu'inspiration.

N.L: *Quelles sont les pistes de notre paix ? Comment et où les chercher ? Comment faire pour que la guerre ne soit pas le lot des générations de demain ?*

G.S: Question très difficile et très complexe qui recoupe la problé-

matique de la construction de la paix. Un premier facteur qui me paraît essentiel est le développement au plus tôt des activités de nature associative, c-à-d. l'établissement de nouvelles formes de solidarité à base de choix individuels et non plus tant à base de choix collectifs. Cela va des chambres de commerce aux associations estudiantines, en passant par la formation des clubs...

### Dévaluer

Un autre point me semble fondamental: pendant longtemps, la politique a joué trois rôles simultanément: elle accordait un pouvoir, elle accordait de la richesse par le biais de la corruption, elle accordait le *status* et servait d'ascenseur de mobilité sociale. En entrant en politique, on devenait puissant, riche et notable. Il faut maintenant non seulement démystifier la politique mais aussi la dévaluer. La richesse doit être produite en dehors de la politique; le statut social doit être produit en dehors de la politique; enfin, le pouvoir doit être limité dans la politique. Si on ne prend pas très vite les dispositions pour dissocier ces trois fonctions très libanaises de la politique, on va recréer le même cercle vicieux pour une raison toute simple: tout le monde va vouloir faire de la politique à n'importe quel prix, non pas parce qu'elle est importante en soi mais parce qu'elle donne tellement de possibilités. Il faut faire un effort sérieux pour introduire le

concept que la politique est d'abord le service de la communauté nationale. Certes, elle permet d'avoir sa photo dans le journal mais elle n'est pas un moyen de s'enrichir; et une fois qu'on en est sorti, le statut social est remis en cause; il faut que les joies et les facilités qu'elle accorde soient liées à la fonction et ne soient pas cette espèce de rente durable qui fait dire des politiciens libanais, à l'image des politiciens indiens, qu'on ne peut être sûr de leur mort avant d'avoir assisté à leur incinération. Cette situation est la conséquence du trop-plein lié à la fonction, et ils ont intérêt à ce qu'il en soit ainsi: c'est le meilleur business, c'est le meilleur vecteur de mobilité sociale... Trop, c'est trop. Je crois que par certains aspects - pas par tous, loin de là - le Liban d'avant 1975 allait dans le bon sens: les élections de 1972 ont été les meilleures que nous ayons eues; la société libanaise commençait à reconnaître des personnes qui n'étaient pas des politiques comme des symboles sociaux, des modèles en eux-mêmes et pour eux-mêmes. Par exemple, comme les acteurs de théâtre.. et une bonne pièce était repercutée dans les premières pages des journaux; certains entrepreneurs se modernisaient réellement et devenaient des personnes "intéressantes"; les intellectuels commençaient à avoir un statut. Il faut reprendre ce processus au plus tôt, et l'accélérer et le féconder, le processus de production d'un sens social, d'une richesse non-liés au politique. Voilà le grand schème de cette construction. Reste à savoir qui peut en être le vecteur:

beaucoup de gens peuvent en être le vecteur. Et peut-être même que l'identité des gens qui prétendent aujourd'hui gouverner le pays parce qu'ils occupent des postes officiels, et qui manquent de charisme, contribue sans qu'ils le sachent - comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir - à dévaluer la politique. Que des personnalités très ordinaires soient en train de gouverner, je trouve à cela un aspect très positif de démystification et de dévaluation.

Troisièmement, il faut repartir très vite sur un nouveau processus à travers une interprétation créative de Taëf. La pire des choses qui pourrait arriver aujourd'hui se resclérose à travers une dogmatisation de Taëf. Et je vois cette tendance comme un travers de plus en plus courant: "dogmatisons la lettre de Taëf". Ce dernier est un processus créé par certaines gens à une certaine époque pour sortir de la guerre. Plus que jamais, il faut lancer un autre processus pour construire la paix, un processus qui dévalue la politique et qui permet la reprise de l'instance associative, un processus qui sache instrumentaliser l'identitaire.

### Manipuler

Sachons intégrer l'apport moderne des milices qui ont su manipuler l'identitaire religieux au profit du tribal ou du territorial. Reconnaissons que nous, les forces véritablement progressistes au Liban, avons jusque-là eu un rapport compliqué avec l'identitaire: ou nous

l'avons condamné, ou nous en avons été prisonniers. Quand on appréhende l'identitaire comme un acquis incontournable, on peut difficilement l'instrumentaliser. La seule façon de dépasser l'identitaire au Liban c'est de savoir le "manipuler", de l'instrumentaliser. C'est d'en faire un habit que l'on prend et que l'on jette, que l'on lave et que l'on change. Or, en termes identitaires, il n'y a pas de valeur absolue dans la politique libanaise: le Liban lui-même n'est pas une valeur absolue, ni le confessionnel, ni l'arabité... C'est ce que je n'aime pas dans Taëf, son caractère "théologique". Qu'est-ce que l'essentiel ? C'est d'abord que les gens vivent, et que leur coexistence, en tant qu'individu ou en tant que groupe, soit durable.

A ce niveau, faut-il lancer dans la mêlée le mot tabou de sécularisation ? Je ne le crois pas, je n'ai jamais été un partisan de la sécularisation, du moins comme programme gouvernemental. Je crois même que les droits de l'homme impliquent aussi le droit de s'organiser politiquement dans une structure intermédiaire qui va au-delà de l'individu et lui assure une certaine protection. Pourquoi vouloir annuler par décret ce niveau médian, pourquoi annuler le droit naturel des gens de se doter de ce niveau ? Je crois que dans les sociétés industrielles, l'esprit de corps institutionnel est une instance de production et de protection, comme les communautés libanaises, sauf qu'il est à base associatif.

Ce qui est important, alors là oui, c'est de retrouver l'équilibre

entre les structures de nature associative et les structures de nature prescriptive. Les premières ont été brisées par la guerre qui est dans une grande mesure réactionnaire au sens littéral du terme, il ne faut jamais l'oublier. En ce sens qu'elle a eu lieu en réaction et contre l'évolution qui avait lieu avant la guerre. Maintenant qu'on a une chance de reprendre ce processus et d'instrumentaliser l'identitaire, il ne faut surtout pas la laisser passer...

(Paris, le 25 juin. Propos recueillis par P.A.)

\* *Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP.*